

16 - 30 sept.
1999

n° 120

sixième
année

CAMBODGE NOUVEAU



Politique · Economie · Finances

Transport

DANZAS
Sea Air

700 agences dans le Monde

E-Mail : dzkh@bigpond.com.kh

Tel / Fax : 023 216 723

Tel / Fax : 023 362 960

Rentrée, départ

On le sent bien, il y a comme un air de "rentrée" en ce mois de septembre. Et peut-être plus encore un air de départ.

Rentrée : c' est une fameuse rentrée que ce retour du Cambodge, après 30 ans, à une situation qui n' est après tout que normale : la paix avec ses voisins et la paix intérieure, des institutions qui en somme fonctionnent, des relations paisibles avec le reste du monde. Rentrée au sein de la communauté internationale marquée par l' adhésion à l' ASEAN, sans doute bientôt à l' Organisation Mondiale du Commerce.

Mais aussi, après avoir si longtemps cheminé seul, franchi tant d' obstacles, attendu tant d' échéances, le Cambodge débouche maintenant avec des forces croissantes sur un paysage nouveau, vaste, ouvert, qui ne peut que l' inciter à prendre un nouveau départ.

Ce nouveau départ, il dépend dans une large mesure d' une heureuse conjonction entre les efforts des Cambodgiens et ceux des étrangers. Des étrangers, les Cambodgiens attendent des compétences et des investissements. Des Cambodgiens, les étrangers attendent qu' ils mettent leur pays en ordre de marche.

Beaucoup a été fait dans ce domaine, mais plus encore reste à faire. C' est maintenant aux dossiers difficiles - parce qu' ils vont à l' encontre d' intérêts hauts situés - que les chefs d' entreprise et les candidats à l' investissement attendent le gouvernement :

- l' application des lois et des règlements; - une lutte réelle contre la corruption; - un freinage efficace de la contrebande; - d' une façon plus générale : davantage de transparence dans une économie où environ 50 % de l' activité restent obscurs.

Reconnaissons qu' il y a des signes encourageants. C.N.

FINANCES PUBLIQUES :

- **1999 succès : la TVA, l' excédent budgétaire, les investissements publics; - inquiétudes : la Défense.**
- **2000 : les nouvelles orientations. Croissance: +5,5% ?**

Les finances publiques du Cambodge donnent à leurs observateurs impartiaux à la fois des sujets de satisfaction et d' inquiétude.

prévisions dépassées

C' est un grand sujet de satisfaction de constater que, pendant les huit premiers mois de l' année, le gouvernement a dépensé en salaires et investissements 1 100 milliards de riels, soit 22 % de plus que pendant la même période de 1998. C' est de l' argent qui circule et contribue à faire vivre bon nombre de familles. La satisfaction est plus grande quand on voit que cette forte augmentation - qui sera plus marquée encore à la fin de l' année - concerne surtout les investissements. Il avait été officiellement prévu que les investissements sur financement national atteindraient 400 milliards de riels, et c' est à peu près le double qui aura été dépensé pour l' année entière.

Cela veut dire que beaucoup de projets - routes, etc ... - que les ministères, avec leur enveloppe initiale insuffisante, avaient dû remettre à plus tard, peuvent être réalisés cette année.

Il est vrai que les prévisions de recettes pour 1999 avaient été volontairement prudentes. La relance se produirait-elle ? La TVA, introduite de façon assez soudaine le 1er janvier, aurait-elle le rendement escompté ?

TVA : un succès

Les résultats obtenus de la TVA ont dépassé de loin les prévisions, au point que pour les 8 premiers mois, on est déjà au-delà du chiffre prévu pour l' année.

C' est la TVA aux importations qui a le meilleur rendement. Cela est dû partiellement il est vrai au fait que certaines taxes sur le chiffre d' affaires sont maintenant perçues à l' importation, ce qui diminue d' autant les recettes de la taxe sur le chiffre d' affaire intérieur.

La TVA locale rentre moins bien.

Bons résultats aussi des recettes douanières, malgré les fraudes.

Il semblerait que les exonérations irrégulières soient en voie de diminution.

bois : ni coupes ni recettes

Côté dissatisfactions : en premier lieu, le bois. C' est une catastrophe.

Les recettes, que l' on avait espéré atteindre 20 millions de dollars cette grâce à une nouvelle fiscalité, chiffre à peu près doublé par rapport aux recettes des années précédentes, et qui restait très raisonnable eu égard aux quantités coupées, ne rentrent pas. Les caisses de l' Etat n' en obtiendront que moins de 10 millions de dollars, et sans doute plutôt 8 que 9.

Les causes : pour partie les destructions de scieries clandestines décidées par le gouvernement pour mettre fin à la destruction de la forêt, et qui ont été réalisées avec vigueur; et la chute du prix du bois sur le marché international. La nouvelle taxation est donc arrivée au mauvais moment. Les exploitants estiment que dans ces conditions il vaut mieux laisser le bois sur pied. C' est au reste une bonne nouvelle pour la forêt.

créances impayées

Une autre catégorie de recettes qui ne rentrent pas, dans les ressources non fiscales, ce

sont en particulier les créances du ministère des Postes et Télécommunications toujours impayées.

Il n' y a pour ce chapitre aucune amélioration, et c' est un point qui suscite beaucoup d' impatience chez les experts du FMI.

l' argent des fantômes

Côté dépenses, le sujet d' irritation reste le même : il semble que les dépenses de la Défense et de la Sécurité échappent aux règles générales. Alors que les fortes dépenses dans ces domaines ont été longtemps justifiées par l' état de guerre, par les combats contre les khmers rouges, par le coût de la réintégration des ralliés, il est temps, maintenant que ces raisons n' existent plus, estiment les argentiers, de réduire les dépenses. Une telle réduction est d' autant plus fondée que beaucoup de fantômes ont été débusqués, dénombrés de façon officielle. Il faudrait en bonne logique et pour une meilleure justice sociale, diminuer sans plus attendre les allocations budgétaires correspondant aux salaires, nourriture et équipements de tous ces fantômes.

Les effectifs de militaires fantômes atteignaient au dernier comptage officiel 12 868, auxquels s' ajoutaient 105 234 femmes et enfants fantômes. Ces effectifs se trouvent augmentés de plusieurs milliers de nouveaux fantômes, a reconnu le 30 août M. Sok An, ministre d' Etat et ministre au Conseil des ministres.

Le coût direct pour le gouvernement, qui était précédemment estimé à 2,36 millions de dollars par an, sans compter le coût du riz, des uniformes et autres fournitures

(suite page 2)

A l'intérieur

Finances publiques	pp. 1 - 2
Commerce : Sok Siphana	p. 3
Investissements : Sok Chenda	p. 4
A propos ...	pp. 1 - 2 - 8

la "ligne Brévié"	p. 5
nouvelles régionales	pp. 6 - 7
livres	p. 8

finances publiques : 1999, et le budget 2000

(suite de la page 1)

tures se trouve donc au total, tous frais compris, plus proche de 5 millions de dollars par an que de 3.

Cet argent-là pourrait être employé utilement ailleurs, par exemple pour payer mieux les soldats réels...

Dans ce domaine, les décisions se font attendre. Il y a là aussi un sujet d'impatience pour le FMI.

le FMI revient, mais...

Le Fonds Monétaire International revient au Cambodge, c'est une décision prise. Après plus de deux ans, le bureau de Phnom Penh va être réouvert (à une date non encore précisée).

Le revient avec des intentions concrètes :

- **d'une part, 80 millions de dollars. A quoi s'ajoutent 40 millions de dollars d'"ajustements structurels" de la Banque Mondiale.** C'est à dire des apports financiers très substantiels.

- **mais d'autre part des exigences précises. Il y aura un suivi continu de la gestion des finances publiques.** Chaque mois, les résultats seront confrontés aux critères chiffrés préalablement définis en commun.

Les discussions entre les argentiers internationaux et les responsables des finances cambodgiennes ont permis de trouver des compromis entre le souhaitable et le possible, d'établir des objectifs précis.

Il semble que les objectifs que le FMI présentait d'abord comme des "exigences" aient dû être quelque peu tempérés de réalisme. On verra à l'expérience s'ils l'ont été suffisamment.

Les discussions ont été serrées. Si le Cambodge, suivant les suggestions du FMI, avait accepté d'emblée de fixer la barre trop haut, de s'engager sur des objectifs inatteignables, on risquait l'échec

et un nouveau blocage.

D'autant plus que s'il y avait un nouveau blocage, les conséquences seraient graves : on perdrait non seulement l'assistance du FMI, mais celle de la Banque Mondiale, parce qu'il a été bien spécifié que l'attitude de la Banque Mondiale suivrait celle du FMI.

Le Japon lui-même ne serait pas un dernier secours : lui aussi alignerait son attitude sur celle du FMI.

Mieux vaut être réaliste, ne pas promettre plus que l'on ne peut tenir.

objectifs Cambodge/FMI

Les demandes du FMI restent en gros les mêmes. Elles relèvent toutes des principes d'une bonne gestion :

- amélioration des recettes, fiscales et non-fiscales;

- chasse aux fraudes et aux gaspillages;

- meilleure allocation des ressources, c'est à dire diminution des dépenses consacrées à la Défense, et augmentation de celles qui vont à la

Santé, à l'Education, à l'Agriculture, au Développement rural, à la Justice. Ce suivi mois par mois, précis, de la gestion des finances publiques est accompagné par le FMI d'un cahier contenant les principes à observer et les réformes à réaliser :

- pas de recours au "financement monétaire", c'est à dire aux emprunts à la Banque Centrale;

- excédent budgétaire;

- blocage des dépenses de Défense;

- ouverture en faveur de la Santé et de l'Education.

Ces principes généraux doivent être accompagnés d'une série de mesures qui garantiront leur application

concrète.

Commentaire de certains observateurs réalistes : sur ces quatre points, deux ne sont pas réellement maîtrisables :

- les dépenses qui vont à la Défense : elles échappent au contrôle, il y a court-circuit des réseaux décisionnels normaux;

- l'excédent budgétaire est un objectif assez peu réaliste. De sorte que ces mêmes observateurs se demandent si les objectifs fixés d'un commun accord avec le FMI ne sont pas encore trop ambitieux, et craignent un avenir orageux.

le budget 2000

C'est assurément un budget "historique", non seulement parce qu'il est le premier du nouveau millénaire, mais sur-

tout parce que pour la première fois depuis 30 ans le Cambodge est en paix au dedans comme au dehors.

"Historique" aussi parce que la régénération du tissu politique permet de con-

forter la paix militaire et politique; parce que le Cambodge est maintenant réinséré dans l'environnement international; parce que la communauté internationale a décidé à Tokyo de poursuivre ou de reprendre son assistance; enfin parce que 2000 marque la fin du premier plan quinquennal; c'est l'occasion de dresser le bilan des forces et des faiblesses, de faire la somme et l'examen des problèmes, et de redéfinir la stratégie pour les temps à venir.

Le budget pour 2000 table sur une forte augmentation des recettes. Le rendement de la TVA, en 1999 double de ce qui avait été prévu, augmentera

encore de 50 % en 2000.

Pour les enveloppes des ministères, on a évidemment tenu largement compte de ce qui a été défini en commun avec le FMI (voir encadré).

croissance 2000 : + 5,5 %

Le PNB du Cambodge, après un progrès qui pourrait atteindre 4 % pour 1999 (conformément aux prévisions officielles) ou légèrement plus, augmenterait de 5,5 % en 2000. Un chiffre que l'on avait d'abord estimé plus haut, à 6,5 ou 7 %, mais qui a été réduit après discussions avec le FMI. Il dépend pour partie de l'environnement international.

En 1998, c'est grâce à un in-

croissance du PNB

1998	1 %
1999 (est.)	4 %
2000 (prév.)	5,5 %

vestissement d'environ 145 millions de dollars, dont 120 d'investissements extérieurs privés, que la croissance, d'abord estimée à zéro, a été finalement positive.

Pour 1999, les investissements extérieurs privés réels (et non la somme des projets approuvés) sont estimés à 160 millions de dollars. Ils interviennent pour beaucoup dans la croissance prévue. Pour 2000, ces investisse-

investissements extérieurs privés (mio de dollars)

1998	120
1999	160
2000	180
2001	200

ments extérieurs privés atteindraient 180 millions de dollars.

Et on retrouverait en 2001 le niveau de 200 millions de dollars atteint précédemment. Ce sont là du moins les prévisions des services officiels. ■

A PROPOS ...

procès des kr :

une assistance, pas plus

Cinq juristes experts de l'ONU sont arrivés à Phnom Penh le 25 août. Il s'agit d'aider le Cambodge à former une Cour de justice pour juger les khmers rouges responsables de génocide et de crimes contre l'humanité, suivant une demande faite par les deux co-Premiers ministres en juin 1997.

Pour l'instant il y a désaccord entre Hun Sen et l'ONU, notamment sur la composition de

la Cour : majorité de juges cambodgiens ? Ou de juges internationaux ?

Il ne s'agit pas pour le Cambodge de coopérer avec un procès qui serait conduit par l'ONU, dit en substance Hun Sen, mais bien pour l'ONU d'assister le Cambodge, qui a ses propres cours et sa propre organisation judiciaire. "Nous avons demandé une assistance, et non que l'ONU dirige tout, au mépris de notre souveraineté".

Un autre groupe d'experts doit venir aider le gouvernement à

rédiger une loi concernant les crimes contre l'humanité et de génocide.

Reastr Niyum / Funcinpec ?

A son premier congrès le 14 août, le parti Reastr Niyum, dont le président est M. Ung Huot, ancien Premier ministre, a décidé de poursuivre son activité. Les autres choix proposés : créer une alliance avec d'autres partis sans député, rejoindre un des trois principaux partis, et dissoudre le parti, ont été écartés.

Plus récemment cependant,

des négociations ont été entamées avec le Funcinpec, qui pourraient conduire à une réunification.

Président : M. Ung Huot, vice-présidents : MM. Nady Tan et Tao Seng Hor, secrétaire général : M. Pou Sothirak.

Parti de l'Union Nationale / Funcinpec ?

Attitude voisine du Parti de l'Union Nationale présidé par Toan Chay, ancien gouverneur de Siem Reap, qui avait avec plusieurs autres responsables quitté le Funcinpec avec fracas,

Sok Siphana

Secrétaire d'Etat au Commerce, aux chefs d'entreprise :

*“exprimez vos problèmes,
contrebande, corruption, ... parlez fort !”*

Cest la première fois depuis 30 ans que le Cambodge a un gouvernement “économique”, observe le secrétaire d'Etat au Commerce Sok Siphana. Depuis longtemps les préoccupations principales étaient politiques et militaires, on ne pouvait pas se concentrer sur l'économie. Maintenant le climat politique a changé. Les relations entre les deux partis de la coalition sont bonnes, amicales, coopératives. Je suis à ce sujet optimiste, en même temps que réaliste. On est maintenant conscient de chaque côté que l'avenir du pays est en jeu. Après tant de durs affrontements, on ne veut plus s'affronter, on ne veut plus jamais revivre ça. On a la paix, et on en connaît le prix. On recherche l'intérêt commun. Au gouvernement, chacun y travaille avec beaucoup de concentration, même avec une certaine effervescence.

L'opposition elle-même est très saine. Elle joue son rôle, et à mon avis il n'y a pas de dérapage à craindre. Et tout le monde peut voir que le Cambodge est un pays démocratique.

Le Cambodge bon élève
Nous sommes le dernier pays

contre la contrebande

La contrebande des carburants, qui entrent au Cambodge à partir de la Thaïlande où les taxes sont moins élevées, coûterait au gouvernement 800 000 dollars par mois, et aux distributeurs privés, qui se plaignent depuis longtemps de concurrence déloyale, un manque à gagner non

à adhérer à l'ASEAN, mais nous allons en bénéficier plus que les trois autres pays arrivés avant nous.

La Birmanie est maintenant un fardeau pour l'association; le Vietnam est décevant, avec toujours son problème idéologique, hésitant entre le dragon et le tigre; le Laos est encore fermé, encore sommeillant; quant à l'Indonésie, elle est en pleine catastrophe. De sorte que le Cambodge est maintenant l'élève sage de ce groupe.

C'est pourquoi depuis le 30 avril nous recevons beaucoup de délégations étrangères sérieuses : Franco-Thaïs, Suisses, Malaisiens, des Autrichiens début octobre, des Allemands en novembre ... et pour la première fois une délégation de multinationales japonaises. Nous sommes donc dans un nouveau climat. Même s'il n'y a pas encore de décisions d'investir, c'est pour nous un grand encouragement.

penser “compétitivité”

Nous sommes cependant conscients des problèmes. Nous devons penser *compétitivité*. Cela suppose l'examen attentif de tous les facteurs qui entrent dans le coût final des produits. Sans un environnement sain, nous n'attirerons pas les investisseurs.

chiffré.

La frontière terrestre a donc été fermée aux camions transportant du carburant. 9 camions entrant au Cambodge ont été refoulés le 4 septembre.

Le ravitaillement du Cambodge en carburants ne doit se faire en principe que par Sihanoukville et par le Mékong.

L'un de nos arguments, c'est notre main d'oeuvre. Elle est compétitive parce qu'elle n'est pas chère. Il faut attirer les investisseurs avec cet argument-là. Mais ce ne peut pas être toujours un argument. Il faut élever la qualité de cette main d'oeuvre, augmenter la valeur ajoutée, et ainsi sortir de la pauvreté. Avec une meilleure formation on peut obtenir de meilleurs contrats. La pauvreté peut être un argument au début, mais pas ensuite.

Nous devons donc investir dans la formation. Ce n'est pas le seul facteur ! Le Cambodge n'a pas encore les infrastructures de la Thaïlande par exemple, les routes, l'énergie, un téléphone meilleur marché ... Les investisseurs peuvent maintenant acquérir en Thaïlande des usines à faible prix avec une main d'oeuvre déjà formée... C'est dans cette compétition que nous entrons maintenant.

des zones franches

Si on observe ceux qui ont réussi, on voit qu'ils ont concentré leurs efforts sur quelques points, en formant des groupes d'activités, de sous-traitants, complémentaires (“cluster industry”), de façon à obtenir un coût final de production compétitif. Nous travaillons à un projet de loi concernant des zones franches : “export-processing-zones”. Le projet sera prêt, dans une première version, dans deux mois.

Il y aurait deux zones franches : une près de Sihanoukville, et une près de Phnom Penh. Les zones

franches sont toujours situées près des grandes agglomérations, à proximité de la main d'oeuvre et des infrastructures.

dénoncer les anomalies !

Nous avons bien d'autres dossiers à traiter. Par exemple lutter contre la contrebande, qui gêne beaucoup d'entreprises installées ici, comme *Nestlé*, *Tiger*, *Coca-Cola*, les distributeurs de carburant, ... Si la situation ne s'améliore pas, nous risquons de les perdre !

A ce sujet, je souligne que les industriels touchés par la contrebande ou par d'autres anomalies doivent s'exprimer. Qu'ils ne soient pas timides, qu'ils parlent fort ! Les Chambres de commerce, les Clubs d'affaires, les Associations doivent critiquer, attaquer, présenter la situation réelle avec des exemples concrets. Il ne s'agit pas de supplier ni de menacer, mais d'ouvrir le dialogue en vue de l'intérêt commun. Ce dialogue est pour le Cambodge une question de survie !

l'OMC ultime étape

La dernière étape, pour sortir définitivement de notre isolement, pour intégrer le marché mondial, c'est l'adhésion à l'OMC, Organisation Mondiale du Commerce. Alors nous aurons un statut multilatéral, on ne pourra plus traiter le Cambodge sur une base bilatérale, imposer des quotas à ses exportations par exemple. Notre économie sera ouverte au monde. Le FMI a été impressionné par notre démarche économique, très ouverte, libérale. Nous espérons être membres de l'OMC avant le Laos, le Vietnam, et la Chine, sans doute courant 2000.

Cambodge Nouveau
est entièrement
réalisé
au Cambodge

A PROPOS ...

en juin 1997 (cn 70, 71, 80). “Réunir les anciens membres actifs du Funcinpec serait une bonne chose, a-t-il dit lors du congrès du Parti Reastr Niyum, pour renforcer et redévelopper le parti. Ce serait en harmonie avec la politique de réconciliation”. Le parti de l'Union Nationale doit cependant se réunir en congrès pour prendre une décision. [d'après Rasmei Kampuchea, 19.8., trad. The Mirror].

Norodom Sirivudh : Funcinpec ? Ou PPC ?

L'ancien secrétaire général du Funcinpec, ancien ministre des Affaires étrangères, oncle du prince Ranariddh, qui avait été accusé d'avoir voulu assassiner Hun Sen et condamné à 10 ans de prison, revenu au Cambodge au début de 1999 après 3 ans d'exil, serait le bienvenu au Funcinpec, ont décidé les responsables de ce parti. Le prince Ranariddh lui aurait envoyé une lettre dans ce sens. Mais le prince Sirivudh, qui a rencontré récemment le premier ministre Hun Sen envisagerait

plutôt de rejoindre le PPC.

[d'après Chakraval, 10.9, trad. The Mirror]

subventions françaises

Deux conventions ont été signées le 10 août, 8,5 millions de dollars au total : - 3,5 millions d'euros pour aider *Electricité du Cambodge* dans sa “gestion clientèle”, dans le service aux abonnés, la définition des plans stratégiques; et dans le démarrage du centre de formation; - 4,7 millions d'euros pour l'assistance au développement de l'agriculture péri-urbaine, pro-

gramme commencé en 1995 autour des villes de Battambang, Pursat, Siem Reap. Plus de 2000 paysans sont aidés à diversifier leur production et leur niveau technique; un meilleur accès aux marchés urbains permet un meilleur niveau de vie. Le programme va être étendu à une zone de preks en aval de Phnom Penh.

(suite p. 8)

CAMBODGE NOUVEAU
ne le copiez pas
citez-le !

Investissements

SOK CHENDA, Secrétaire général du CDC :

moins de projets, mais plus d'optimisme

Cest un fait que le nombre et le montant global des projets proposés à l'agrément du CIB, Bureau Cambodgien des Investissements, ont diminué par rapport à l'année dernière.

En nombre : **66 projets approuvés du 1er janvier au 19 septembre**, soit une moyenne d'un peu moins de 8 par mois (janvier-août 98 : environ 15). **Montant-moyen des projets : 3,64 millions de dollars** (4,0 au premier trimestre 98).

C'est l'effet de la crise asiatique et de la restructuration qu'elle impose aux systèmes financiers des pays concernés. Ils ne sont pas encore en situation d'investir à l'étranger.

Cette situation n'entraîne aucun pessimisme. Le secrétaire général du Conseil Cambodgien de Développement, CDC, voit au contraire plusieurs bonnes raisons d'avoir confiance en ces jours bien meilleurs.

les bons investisseurs arrivent

Depuis l'adhésion du Cambodge à l'ASEAN, le nombre des candidats à l'investissement que je reçois s'est

multiplié par 5 environ, nous dit M. Sok Chenda.

Beaucoup sont des investisseurs d'un nouveau type, que j'appellerai de "bons" investisseurs, compétents, de sociétés solides, qui posent de bonnes questions et pensent au long terme.

Ce sont souvent des sociétés déjà implantées dans la région, ayant une expérience asiatique : Français, Suisses, Britanniques, Américains, Japonais de Singapour, Allemands, ... Une délégation de Français établis en Thaïlande est venue en juillet; des Allemands viennent en novembre. Des Malaisiens sont venus en juin et 70 reviennent en octobre ...

Le seul défaut de ces "bons" investisseurs, c'est qu'ils ne se décident pas sur une impulsion, ils font des études, ils sont relativement lents à conclure. Ce n'est donc pas dans un avenir très proche que leurs projets vont se concrétiser. Mais on peut être très confiant.

montage électronique ?

Nouveaux investisseurs, et nouveaux secteurs d'investissements aussi.

Les candidats à l'investisse-

ment pensent à la confection, mais pas seulement. Ils voient mieux les potentiels du Cambodge, dans l'agro-industrie, l'industrie légère, ...

Le montage électronique par exemple est un secteur qui se développe très classiquement dans les pays déjà familiarisés avec la confection. Le Cambodge, où les coûts de fabrication sont encore faibles, peut très bien devenir compétitif dans ce domaine, comparé à de grands producteurs comme la Malaisie.

La Chine de son côté est très bien informée de la situation au Cambodge, et c'est la politique du gouvernement chinois depuis octobre 1998 d'encourager les entreprises à investir à l'étranger - avec des prêts etc ... - pour relancer la production chinoise, en exportant des machines et des matières premières : tissus, etc ...

profiter de la crise

Une autre idée, c'est d'inciter des entreprises situées dans des pays à problèmes à relocaliser certaines de leurs activités au Cambodge. Nous pouvons constituer une "occasion", une bonne solution pour des chefs d'entreprise installés en Thaïlande, en Malaisie et bien sûr en Indonésie. Le Cambodge peut devenir "le pays qui monte", la nouvelle bonne idée pour les investisseurs.

obligation d'informer

Bien sûr beaucoup de choses doivent encore être améliorées au Cambodge pour contribuer à décider les investisseurs, et nous nous en préoccupons.

L'un des dossiers sur lesquels nous travaillons : une **meilleure connaissance des entreprises en activité**. Elles devront - c'est un point spécifié dans le sous-décret 53 de juin 1999 - fournir chaque trimestre au CDC, à la direction des Impôts et au département des Douanes la liste précise des biens effectivement importés et des produits exportés. Nous pourrions ainsi établir un tableau de bord précis sur l'activité des principales entreprises et **bien connaître le "suivi" des projets qui obtiennent l'approbation du CIB**.

Pour les entreprises qui ne fourniraient pas ces informations, nous avons des moyens de représailles : la

menace de supprimer leurs exonérations !

Avec ces informations, nous pourrions aussi procéder à des analyses plus fines de l'effet des exonérations, et ainsi aider à mieux orienter les décisions gouvernementales à long terme en matière d'investissements.

exonérations : les critères

Je rappelle, nous dit M. Sok Chenda, que les textes réglementaires permettent aux investisseurs de savoir, en fonction d'une série de critères précis (secteur d'activité, montant de l'investissement, localisation, nombre d'emplois créés, etc ...), à quelles exonérations fiscales ils peuvent avoir droit.

Ces critères ont été modifiés par le sous-décret 53 du 11 juin 1999 (voir encadré).

50 % de réalisations

Sur 100 projets approuvés par le CIB, on peut estimer à environ 50 le nombre de ceux qui sont effectivement réalisés. Le plus souvent les prévisions des investisseurs, notamment en nombre d'emplois, sont largement dépassées.

Pour les projets qui n'aboutissent pas, on peut affirmer que les raisons tiennent le plus souvent au marché : tel "créneau" n'existe plus par exemple (le prix du bois s'effondre, la confection atteint un plafond à cause des quotas, ...). Ou encore à l'effacement des financiers (crise asiatique). On peut mentionner aussi des difficultés de terrains (chevauchements) : un projet de loi et une circulaire sur l'occupation illégale des terrains, tout récents, sont justement destinés à régler ces problèmes.

Je n'ai jamais vu un investisseur renoncer pour cause de "corruption".

De mon côté, je suis toujours à l'écoute des investisseurs pour faciliter leurs démarches et leurs opérations.

Lois et règlements sur l'investissement au Cambodge : une édition nouvelle, en anglais, vient de paraître. Elle contient : - la loi sur l'investissement du 4 août 1994; - le sous-décret 51 sur l'organisation et le fonctionnement du CDC; - le sous-décret 48 qui amende le précédent; - le sous-décret 88 d'application de la loi sur l'investissement; - le sous-décret 53 (11 juin 1999) qui amende le sous-décret 88.

Projets approuvés du 1er janvier au 19 septembre 1999

par secteurs		par pays	
Agriculture	4,7	Asie non-ASEAN	38,78%
Industries	167,80	Taiwan	37,6 15,6 %
agro-indust.	29,18	Chine	37,2 15,4 %
ciment	6,40	Hong K.	15,7 6,5 %
chimie	0,60	Japon	1,5 0,6 %
énergie	8,6	Macau	1,1 0,4 %
agro-aliment.	0,50	Australie	0,2 0,01 %
confection	56,66	Cambodge	86,8 36,0 %
assemb. méca.	2,1	ASEAN	32,5 13,5 %
chimie médic.	0,76	Thaïlande	20,5 8,5 %
papier	2,54	Malaisie	10,9 4,5 %
plastique	1,0	Singapour	1,0 0,4 %
chaussures	5,7	Amériques	19,3 8,0 %
textile	33,4	Etats-Unis	16,6 6,9 %
trait. bois	14,14	Canada	2,6 1,1 %
Services	43,34	Europe	8,7 3,6 %
construction	13,91	Grande Br.	6,5 2,7 %
santé	5,04	France	1,2 0,5 %
télécom.	19,26	Suisse	0,5 0,2 %
transport	5,11	Portugal	0,4 0,1 %
Tourisme	25,00		
hôtel	25,00		
TOTAL	240,89		

Au total, ces projets doivent employer 61.149 personnes, dont 51.400 dans la confection, chaussure et textile.

La question des frontières Cambodge - Vietnam

LA LIGNE BREVIÉ

ligne Brévié
le texte original

Une deuxième réunion de la Commission Mixte Khmère-Vietnamienne pour la question des frontières a eu lieu à Phnom Penh du 23 au 28 août. Elle n'a pas apporté de résultat spectaculaire, "c'est normal dans une affaire comme celle-là, les négociations continuent," nous dit le président du Comité Mixte chargé des questions de frontières M. Var Kim Hong. La prochaine réunion aura lieu au Vietnam au premier semestre 2000. C'est l'occasion de faire le point sur la question de la délimitation des eaux maritimes, dont il n'avait pas été question dans notre "Spécial Frontières" (CN 119). Cette délimitation n'a jamais fait l'objet d'un accord entre le Cambodge et le Vietnam, ni donc de reconnaissance internationale.

renoncer à l'absurde

Prétendre comme le font certains Cambodgiens à un domaine maritime de 95 000 km² reprend une revendication exprimée par le gouvernement de la république en 1972. C'était une riposte à une revendication vietnamienne de Thieu qui aurait amputé énormément le domaine maritime du Cambodge. (voir carte ci-dessous). La Thaïlande, saisissant l'occasion, demandait

elle aussi, en 1973, une vaste part des eaux cambodgiennes. "Il ne serait plus resté alors au Cambodge qu'un petit triangle de mer en face de Sihanoukville!", observe M. Var Kim Hong. "Ne revenons pas à ces prétentions totalement incompatibles".

ligne historique ?
ou convention ONU ?

Le gouvernement s'en tient à la ligne Brévié qui figure sur la carte au 300 000ème du Service Hydrographique de la Marine, suivant exactement en cela la revendication exprimée par le Prince Sihanouk en 1964.

Cette ligne ne concernait que l'administration et la police, elle "réservait" la question de la souveraineté. Mais -puisque il s'agit d'"eaux historiques" selon les termes de l'accord de 1982, c'est le seul document "historique" existant. "Il faut le prendre tel quel, comme un postulat", estime le Cambodge.

Le Vietnam de son côté refuse la ligne Brévié, et demande l'application de la Convention des Nations-Unies de 1982 sur le droit de la Mer (non signée par le Cambodge) qui fait intervenir le principe de l'équidistance. Le résultat de ces règles compliquées serait moins favorable au Cambodge.

C.N.

Hanoï, le 31 janvier 1939
Le Gouverneur général de
l'Indochine
À Monsieur le Gouverneur de
la Cochinchine à Saigon

"J'ai l'honneur de vous faire connaître que je viens de procéder à un nouvel examen de la question des îles du golfe de Siam dont la possession est contestée entre le Cambodge et la Cochinchine.

"La situation de ce chapelet d'îles, égrenées tout le long de la côte cambodgienne et dont certaines se trouvent si rapprochées de cette côte que les atterrissages qui se poursuivent actuellement paraissent devoir les souder au rivage du Cambodge dans un avenir relativement proche, appelle logiquement et géographiquement la nécessité, pour les îlots, de relever de l'Administration de ce dernier pays.

"J'estime impossible de laisser se perpétuer plus longtemps l'état de choses existant qui oblige les habitants de ces îles à s'a-dresser, soit au prix d'une longue traversée, soit au prix d'un long détour par le territoire cambodgien, à l'Administration de la Cochinchine.

"En conséquence, j'ai décidé que toutes les îles situées au nord d'une ligne perpendiculaire à la côte partant de la frontière entre le Cambodge et la Cochinchine et faisant un angle de 40° avec le nord du méridien, conformément à la carte ci-annexée, seront désormais administrées par le Cambodge. Le protectorat assumera, en particulier, la charge de la police de ces îles.

"Toutes les îles situées au sud de cette ligne, y compris l'île entière de Phu Quoc, continueront à être administrées par la Cochinchine. Il est entendu que la ligne de démarcation ainsi fixée contournera le nord de l'île de Phu Quoc en passant à 3 kms des points extrêmes de la côte nord de cette île.

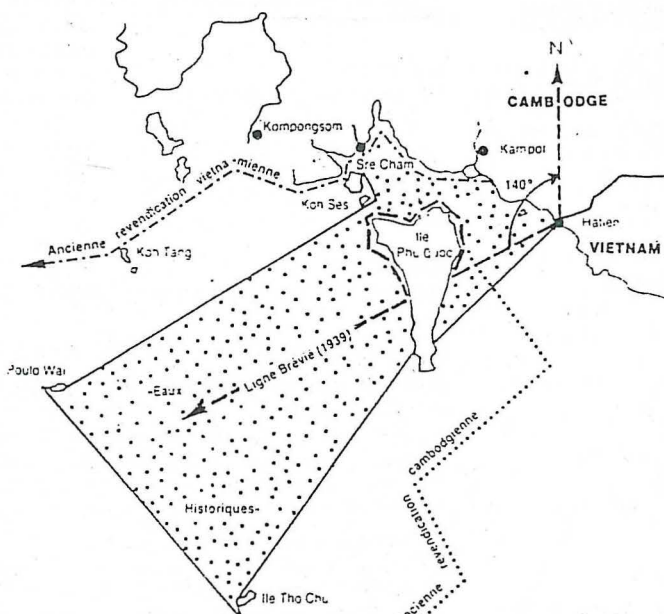
"Les pouvoirs d'administration et de police sur ces îles seront ainsi nettement répartis entre la Cochinchine et le Cambodge de façon à éviter toutes contestations dans l'avenir.

"Il est bien entendu qu'il ne s'agit que de l'administration et de la police, et que la question de la dépendance territoriale de ces îles reste entièrement réservée.

"Vous voudrez bien prendre vos dispositions pour que ma décision reçoive son application immédiate.

"Je vous prie d'accuser réception de cette lettre".
signé: Brévié

eaux historiques
L'accord de 82 "réduit fortement la zone litigieuse" fait remarquer François Joyaux dans *Géopolitique de l'Extrême Orient*. De fait, si le Cambodge reprenait son ancienne revendication (en pointillés sur la carte), le Vietnam reprendrait la sienne (id^e), et aucune solution ne serait possible. La "ligne Brévié" tracée en janvier 1939 (voir texte) traverse cette zone litigieuse appelée "eaux historiques" dans l'accord de 82. La "ligne Brévié", purement administrative, réservait la question de la souveraineté. Mais elle est le seul document historique auquel les négociateurs puissent faire référence. C.N.

L'accord VIETNAM - CAMBODGE
du 7 juillet 1982 sur les "eaux historiques"

carte publiée dans
"Géopolitique de l'Extrême Orient"
François Joyaux, Ed Complexe, 1993

Nouvelles de la région

ASIE-PACIFIQUE RETOUR A LA CROISSANCE

Sortant de la crise économique plus rapidement que prévu (voir tableau), l'activité économique de la zone Asie-Pacifique dans son ensemble devrait connaître une croissance de 2,3 % cette année, selon l'*Economist Intelligence Agency* de Londres. Elle continuerait à progresser et atteindrait 3,7 % en 2002.

Au Japon, la récession de 1998 est maintenant passée, selon la même source. La croissance au premier trimestre a été de 7,9 % en taux annualisé.

La reprise dans la région Asie-Pacifique a été plus rapide que prévu au premier semestre, estime également la Banque Asiatique de Développement, qui prévoit maintenant une croissance globale de 5,5 % en 1999 (au lieu de 4,4) et de 5,5 % aussi en 2000 (au lieu de 5,1 %).

Le redressement le plus rapide est celui de la Corée : + 8 % en 1999, et + 6 % en 2000, selon l'ADB. La croissance de la Thaïlande serait de 2 % cette année (au lieu de zéro) et celle de l'Indonésie de 2

% (au lieu de zéro).

[dans le même sens, autres estimations p. 7].

THAÏLANDE REPRISE FRAGILE ...

La faible croissance enregistrée au premier trimestre, + 0,9 % par rapport au premier trimestre 1998, est la première depuis 2 ans. Elle est largement due à l'intervention du gouvernement : dépenses augmentées de 15 % pour ce premier trimestre, lancement en mars d'un programme de 53 milliards de bahts qui pourrait être suivi d'un programme additionnel, et facilités fiscales.

Le faible niveau du baht par rapport au dollar favorise les exportations : 4,8 milliards de bahts d'excédent commercial au premier semestre, grâce notamment aux composants électroniques. Les réserves en devises marquaient fin juin une augmentation de 23 % par rapport à fin juin 1998.

... ET RESTRUCTURATION BANCAIRE DIFFICILE

Certains secteurs cependant posent problème, les Services financiers notam-

ment dont l'activité a diminué d'une année à l'autre de 40,7 %, et la Construction : - 15,7 %.

56 compagnies financières (qui n'ont pas le titre de banques) ont été fermées par le gouvernement depuis l'effondrement de la mi-97 qui a donné le départ à la "crise asiatique".

Restructurer la banque pourrait coûter au gouvernement 45 milliards de dollars, soit l'équivalent de 35 % du PIB thaïlandais, estime *Standard & Poor's*. Selon le ministre des Finances, les créances douteuses auxquelles les banques devront renoncer pourraient atteindre un total de 72,2 milliards de dollars. Plusieurs des 15 banques commerciales thaïlandaises sont sous le contrôle du gouvernement.

Le responsable des liquidations est pessimiste : "les dirigeants restent les mêmes, ils n'ont rien appris, ils continueront comme avant s'ils le peuvent".

Les ventes aux enchères sont décevantes : le gouvernement avait espéré que 40 % environ des actifs seraient récupérés, les résultats sont plus proches de 25 % (4 milliards de dollars sur 16). Dans les "paquets" proposés, face à des actifs douteux, les acheteurs trouvent des engagements de prêts importants.

[sources : *Bangkok Post*, *Far Eastern Economic Review*].

rendu public), la croissance serait de 5 à 6 % cette année - un objectif peut-être optimiste, les résultats au premier semestre laissant plutôt prévoir une augmentation annuelle de 4,3 %.

Les exportations ont beaucoup augmenté : 6,2 milliards de dollars pour les 7 premiers mois, soit + 12,2 % comparé à la même période de 1998. Le déficit commercial cette année devrait être bien inférieur aux 2 milliards de dollars de 1998. Les exportations vers les Etats-Unis pourraient augmenter nettement, et atteindre 800 millions de dollars, selon la Banque mondiale.

Le Vietnam s'oriente lentement vers une économie de marché. L'accord commercial signé avec les Etats-Unis implique une série de mesures engageant le pays dans ce sens, dans un délai de 5 à 8 ans (diminution des taxes aux importations, simplification des formalités, etc...). Le gouvernement prévoit officiellement la création d'une bourse des valeurs.

(source : *Far Eastern Economic Review*)

VIETNAM DES OPPOSANTS ...

Bien que les relations officielles soient très bonnes entre le Cambodge et le Vietnam, on est préoccupé à Hanoï par la présence au Cambodge d'éléments anti-communistes. Des Vietnamiens hostiles au régime ont récemment été arrêtés par les autorités cambodgiennes alors qu'ils tentaient de franchir la frontière avec des motos chargées d'engins explosifs, déclarait récemment le vice-Premier ministre Nguyen Manh Cam à la *Far Eastern*

VIETNAM ECONOMIE DE MARCHÉ ?

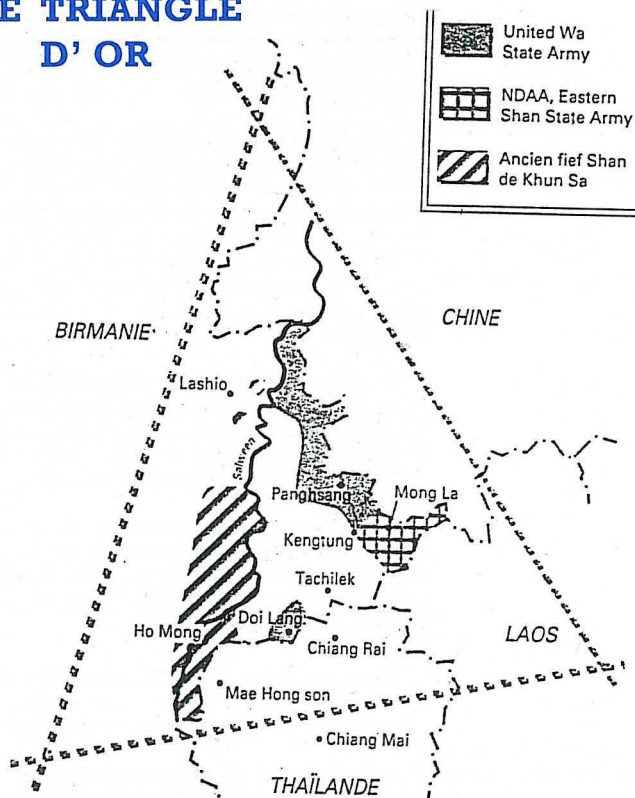
Les investissements étrangers agréés pendant le premier semestre ont totalisé 601 millions de dollars, soit la moitié seulement du chiffre atteint au premier semestre 1998. Selon le budget national (le premier

L'héroïne reste la source principale de devises de la Birmanie. Elle génère à elle seule autant de devises que toutes les exportations légales du pays (4,4 milliards de FF en 1995). L'héroïne ne s'écoule pas seulement à travers la Thaïlande et le Laos, mais en grandes quantités vers la Chine, à travers une frontière commune de 2185 km. La route Lashio - Kunming, capitale du Yunnan, 1150 km, "tracée en 1937 à travers jungles et montagnes pour désenclaver la Chine en guerre contre le Japon", est la "voie royale de l'héroïne". De là elle gagne les grands centres de consommation et d'exportation, Canton, Shenzhen, Hong Kong.

"Pour un jeune Chinois pauvre du Yunnan, faire "la mule", passer un kilo d'héroïne de la frontière à Canton, procure l'équivalent d'un an de salaire (...). Accepter quelque temps l'implantation d'une raffinerie d'héroïne rapporte plus qu'une vie de labeur. D'où l'installation de labos dans les montagnes les plus reculées du Yunnan même".

(extraits de "Traffics et Crimes en Asie du Sud-est", PUF 1999, CN 117).

LE TRIANGLE D'OR



Economic Review. Ils seraient originaires des Etats-Unis.

Quant à la situation des Vietnamiens vivant au Cambodge, le gouvernement cambodgien aurait pris l'engagement de leur garantir le même traitement qu'aux citoyens cambodgiens, selon le secrétaire général du parti communiste vietnamien Le Kha Phieu récemment en visite à Phnom Penh.

[d'après la *Far Eastern Economic Review*, 26.8].

BANGKOK AIRWAYS

PROJETS

Deuxième compagnie thaïlandaise de transport aérien après *Thai Airways International*, *Bangkok Airways*, dont la vocation est régionale, est en pleine croissance. Ses ventes devraient augmenter de 20 % par an pendant 5 ans, selon ses prévisions, passant de 2 milliards de bahts en 1998 à 5 milliards en 2004. La flotte de *Bangkok Airways*, 7 ATR 72 et 1 ATR 42, va augmenter à la fin de 1999 de 2 ATR 72 et en 2000 d'un Alpha Jet.

La croissance de la compagnie dépend largement de celle du tourisme. Selon les prévisions de l'IATA, les arrivées de touristes dans la péninsule indochinoise devraient atteindre 200 millions entre 2000 et 2009. Sur ce nombre, 70 % seront originaires de pays asiatiques.

C'est pourquoi *Bangkok Airways* se prépare à créer de nouvelles liaisons régionales dans le cadre de la politique d'"open sky", et aggrandit les aéroports qu'elle dessert, notamment Samui et Sukhotai.

D'autant plus que, selon une étude de l'IATA, au cours des prochaines années les meilleurs aéroports feront beaucoup plus de bénéfices que les meilleures compagnies aériennes. [source : d'après *Bangkok Post*]

CAOUTCHOUC

ON ATTEND LA REPRISE

La reprise économique en Asie devrait favoriser une remontée des prix du caoutchouc sur le marché international, actuellement à leur niveau le plus bas depuis 30 ans. La demande reprend, notamment en Corée, aux Etats-Unis et en Chine.

Autre facteur de hausse : la production est freinée par le mauvais temps, notamment en Malaisie. La production malaisienne atteindrait cette année 850 000 tonnes, en retrait de 10 % sur celle de 1998. Celle de la Thaïlande, premier producteur mondial, atteindrait 2,2 millions de tonnes, soit 2 % de plus qu'en 1998.

DROGUE

LA POUDRE ET LA PILULE

Pendant les six premiers mois de l'année, 10 millions de pilules de métamphétamines ont été saisies à leur entrée en Thaïlande, au nord de Chiang Rai, en provenance de zones de l'Etat Shan en Birmanie contrôlées par les Wa. Le Conseil national de sécurité thaïlandais a décidé de fermer deux points de passage à la frontière.

120 000 suspects ont été arrêtés côté thaïlandais pendant le premier semestre. Les cas de fraude à l'importation de métamphé-

tamines ont augmenté de 22 % d'une année à l'autre, alors que les saisies concernant l'héroïne ont diminué de 34 %. Les consommateurs de *yaa baa* en Thaïlande seraient déjà plus nombreux (257 000) que les consommateurs d'héroïne (214 000).

Concernant la *United Wa State Army (UWSA)*, qui contrôle une région de Birmanie située entre la Salween et la frontière chinoise (région de Panghsang), producteur majeur de métamphétamines, les autorités thaïlandaises tentent de mieux contrôler leur côté de la frontière. Elles seraient prêtes à engager des opérations conjointes pour détruire les laboratoires situés en Birmanie mais les autorités birmanes de leur côté, "à cause de leurs relations avec les minorités ethniques", se donnent 15 ans pour régler le problème.

Dans une interview au *Bangkok Post* (8 août), le général Sarayud Chulanond reconnaît que la difficulté principale est l'entrée de la drogue par "plus d'une certaine de pistes qui viennent du triangle d'or, utilisées par des caravanes depuis des temps très anciens".

La stratégie du général Sarayud n'est pas de faire la guerre aux Wa, du reste peu armés. Ni de reprendre l'assistance aux minorités ethniques dans leurs luttes contre le gouvernement de Rangoon. Il préconise plutôt d'assister les autorités birmanes dans leurs négociations avec les minorités ethniques et de "stabiliser la frontière".

Les relations entre les autorités birmanes et les Wa sont "mal connues", reconnaît le général Sarayud.

Mais il ne croit pas que le gouvernement birman aura recours à la force contre l'UWSA.

Selon la *Far Eastern Economic Review* (9.9) les Wa, qui gagnent des millions de dollars avec le commerce des amphétamines, versent une redevance au gouvernement birman. Ils se construisent d'autre part une ville moderne à Mong Yawn, à 30 km de la frontière thaïlandaise.

Si le gouvernement birman ne faisait rien pour freiner le commerce de la drogue, la Thaïlande pourrait recommencer à assister les minorités ethniques comme les Karen et les Shan.

Au Cambodge, la lutte contre la drogue est encore embryonnaire. On sait que "beaucoup de gens" sont "morts d'overdose notamment dans les régions proches de la frontière thaïlandaise. L'Autorité nationale contre la drogue a reçu récemment de la France et des Etats-Unis deux laboratoires pour analyser les prises.

PAS DE TRAIN

VIENTIANE - NONGKHAÏ

Il avait été prévu que la ligne ferroviaire Bangkok - Nong-Khaï serait prolongée jusqu'à Vientiane, en franchissant le Mékong par le pont de l'amitié. Cette section de 14 km aurait été la première d'un réseau laotien de 1000 km. Mais le projet a été reconnu non rentable, en l'état actuel de la demande, par la société *Pacific Transportation Company*, une branche du groupe *Sahaviriya* : "les institutions internationales ne contribueront pas à l'investissement".

taux de croissance

passés (97), estimés (98, 99), et prévus (2000) (%)

	1997	1998	1999	2000
Chine	8,8	7,8	8,2	8,4
Hong Kong	5,3	-5,1	-1,0	1,5
Taiwan	6,8	4,8	4,5	4,9
Indonésie	4,9	-13,4	-1,7	2,5
Malaisie	7,5	-7,5	3,0	5,0
Philippines	5,2	-0,5	2,4	3,0
Singapour	8,0	1,5	4,0	4,8
Thaïlande	-1,3	-8,0	1,5	3,0
Japon	-0,7	-2,1	0,9	0,0
Corée sud	5,5	-5,8	7,0	5,0

Source : *Far Eastern Economic Review*

Cambodge, Laos et Vietnam ne figurent pas dans ces statistiques établies par Goldman Sachs. Rappelons que la croissance de l'économie cambodgienne a été d'environ 1 % en 1998, et que l'objectif pour 1999 est de 4 %.

Sortie de crise

Parmi les observations que ces chiffres suggèrent, on peut citer :

- la remarquable stabilité de la croissance de la Chine à un niveau très élevé;
- croissance forte et stable aussi pour Taiwan;
- la très rapide et vigoureuse reprise en Corée du Sud : plus de 12 points d'écart de 1998 à 1999 !;
- même phénomène en Malaisie où la reprise est rapide, selon les dernières estimations révisées à la hausse;
- nette reprise aussi en Thaïlande : plus de 9 points de progrès d'une année à l'autre, la Thaïlande, plus touchée, se redressant toutefois moins vite que la Malaisie;
- bonne résistance à la crise et bonne reprise à Singapour;
- marasme persistant au contraire au Japon, selon les dernières estimations cependant tout récemment révisées à la hausse; peut-être sont-elles encore trop pessimistes (voir rubrique ci-dessus) ?
- incertitude concernant l'Indonésie. Quelles seront les conséquences de l'affaire du Timor oriental ? Selon les prévisions antérieures aux troubles, l'économie indonésienne, très sévèrement atteinte, se redresserait, pour atteindre une croissance assez nettement positive dès 2000. C.N.

A PROPOS ...

(suite de la page 3)

bonne récolte attendue

Avec relativement peu d'inondations, de sécheresse, et de dommages causés par les insectes, la récolte de saison humide devrait être bonne cette année, avec un surplus qui excéderait celui de l'année dernière (environ 30 000 tonnes), ce qui fait déjà baisser le prix du riz et rendrait possible des exportations.

Un article de *Moneaksekar Khmer* (9.9., trad. *The Mirror*), rappelle cependant que 4 Cambodgiens sur 10 vivent au-dessous du seuil de pauvreté, que 100 communes sur 1400 manquent de nourriture, que trop de terres agricoles tombent à cause de la corruption dans les mains "de hauts responsables et de millionnaires": les vrais paysans n'en possèdent au total que 20 %. Seulement 15 à 17 % des rizières peuvent être irriguées.

Bien que les responsables de l'ONU reconnaissent que le Cambodge est dans la bonne voie pour accroître la sécurité alimentaire du pays, le ministère de l'Agriculture, dont le fond de 62 millions de dollars est supérieur à ceux des autres ministères, devrait dépenser bien davantage pour l'extension des cultures, l'introduction de nouvelles techniques et la formation des paysans, estime l'article, citant un récent rapport de la FAO.

LIVRES

Grands Lacs d'Asie

Par R. Letolle et L. Touchard

Des quelque 26 lacs auxquels ce livre consacre une monographie, condensé de ce que l'on en sait, certains sont célèbres : la mer Morte, le Lob Nor, le Baïkal, la mer Caspienne, le Tonle Sap ... d'autres nettement moins, comme le lac de Van en Turquie, le Kou Kou Nor (sur la route de la soie, déjà repéré par Marco Polo), le Tengri Nor (au Tibet, à 4 627 m d'altitude, gelé 5 mois par an), le Diankhi He (en Chine du sud, à Koun Ming, très pollué), les lacs Dong Ting, Poyang et Tai He (dans la vallée du Yang Tsé, le dernier à proximité de Shanghai), l'Issyk-Koul au Kirghizstan, "où l'ouïane venu de l'ouest et le santach venu de l'est soulèvent des vagues de plus de 4 mètres" ...

Altitude, surfaces, profondeurs, températures, précipitations, évaporation, affluents et émissaires, composition chimique de l'eau ... les auteurs répondent savamment à bien des curiosités.

On les attend bien sûr au

Tonle Sap.

Le célèbre renversement du cours du fleuve est précisément décrit et expliqué, ainsi que l'exceptionnelle richesse en poissons, "inégalée au monde", due à "l'inondation saisonnière à l'origine de la forêt lacustre (...) Cette forêt attire les poissons car ils peuvent s'y nourrir, sitôt après la ponte, au sein d'un véritable bouillon végétal et animal, d'un bouillon nutritif qui n'est autre qu'une eau extrêmement chargée en plancton. La forêt lacustre forme ainsi une énorme frayère qui couvrirait sans doute 10 000 km² à la fin du XIX^{ème} siècle (...) qui n'a cessé de se réduire et n'existe plus aujourd'hui que sur 4 500 km²."

Surprise cependant : les auteurs ne partagent pas le catastrophisme ambiant, ils

ne craignent pas le comblement du Tonle Sap à brève échéance :

"Il est vrai que du fait de larges défrichements (...) le taux de sédimentation a augmenté au XX^{ème} siècle (...). Même s'il a augmenté depuis, le lac du Cambodge ne sera pas colmaté avant longtemps (...). Presque indemne de pollution, à l'abri de l'assèchement, le lac devrait, la paix revenue, par un aménagement rationnel des ressources et avec l'aide de la communauté internationale, retrouver son rôle régulateur de la vie cambodgienne".

Enfin des propos optimistes ! Mais quand ce chapitre a-t-il été écrit ?

Grands lacs d'Asie, par R. Letolle et L. Touchard, 232 p., cartes, graphiques, bibliographie, L'Harmattan 1998.

CAMBODGE
NOUVEAU
le journal
des
décideurs
votre
meilleur
investissement



directeur de la publication Chea Savuth
Rédacteur-en-chef Alain Gascuel
Mise en pages Pen Mary
Cartographie Sambath Houth
Impression CIC Centre Informatique
du Cambodge
58 rue 302 BP 836 Phnom Penh

CAMBODGE NOUVEAU

est vendu sur abonnement seulement

exemplaire gratuit sur demande
tel 023 214 610 mob 012 803 410

E-mail cn@forum.org.kh

INFORMATION à tous les clients d'Indochine Insurance :

depuis le 1er septembre, Indochine Insurance met en service gratuitement son

Service d'Assistance 24h/24

- Spécialistes en alerte prêts à intervenir sur simple appel.
- Ligne téléphonique dédiée.
- Service de nuit en coordination avec la police.
- Intervention immédiate sur les lieux de l'accident.
- Assistance à la rédaction du constat.
- Service Gratuit, dans la lignée des garanties offertes par Indochine Insurance.



"La raison du plus fort est toujours la meilleure." !

© Jean de La Fontaine 1621 - 1695

*Soyez exigeant,
Choisissez*



indochine
INSURANCE

No Problem Park - N°55, Rue 178 - Phnom Penh - Royaume du Cambodge

Tel : 210 701 / 210 761 - Fax : 210 501 - Email : info@indochine.com.kh - Internet: www.indochine.net